

COPIE



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature
IC15546

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires à l'encontre de la
Société Jean-Denis ROMMEL (N°100.00156) à Nogent-Le-Roi, installation de la zone
industrielle des Sorettes.**

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 1 mars 1977 à la société Jean DUHEM pour l'exploitation de stockage et d'activité de récupération des métaux sur le territoire de la commune de Nogent-Le-Roi à l'adresse zone industrielle des Sorettes, classé sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 21 juillet 1998 au profit de M Jean-Denis ROMMEL

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu le point 10° de l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé qui dispose : « Les emplacements affectés à l'entreposage des VHU sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir » ;

Vu le point IV de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres ».

Vu le point 1° de l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé qui dispose : « les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 août 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 23 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté les faits suivants :

- L'entreposage des VHU n'est pas de nature à protéger le sol de toute pénétration de liquides.
- L'exploitant entrepose des VHU dépollués et non dépollués sur une hauteur supérieure à 3 mètres.
- L'exploitant ne retire pas systématiquement les pneumatiques lors des opérations de dépollutions des VHU.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles des arrêtés ministériels susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Jean Denis ROMMEL de respecter les prescriptions :

- point 1° & point 10° de l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé ;
 - point IV de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;
- afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir

ARRETE

Article 1 - La société Jean-Denis ROMMEL exploitant un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) sise à la zone industrielle des Sorettes sur la commune de Nogent-Le-Roi est mise en demeure dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions :

- du point 1° de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;
- du point 10° de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;
- du point IV de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

Article 2 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées au Maire de la commune de Nogent-Le-Roi et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 3 : SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28000 CHARTRES,
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 5

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Sous-préfet de Dreux, Monsieur le Maire de la commune de Nogent-Le-Roi, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

15 OCT. 2015

LE PRÉFET,
Pour Le Préfet,
La Secrétaire Générale

Carole PUIG-CHEVRIER

COPIE

